

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD'HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°262 DU MERCREDI
18 OCTOBRE 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Après les fracassantes déclarations de Sanoussi Jackou

Les partisans du Président Issoufou en colère contre Bazoum...



Vote de la loi de finances 2018

**Les députés ont à choisir entre
Issoufou et le peuple qui les a élus**

ANNIVERSAIRE DE JAMHURIYA :

**Discours des invités :
entre flatteries et rêveries**

**Le silence scandaleux des
centrales syndicales face
à la loi de finances 2018**

Fait divers

Un taximan condamné pour viol

Éditorial

Après avoir subi les viols répétés de la Constitution, inhalé les gaz lacrymogènes, enduré les coups de matraque et autres brutalités, supporté les interpellations et incarcérations abusives, constaté sans réagir les détournements de deniers et biens publics à coups de milliards, courbé l'échine devant la confiscation de leurs suffrages, les Nigériens doivent à présent accepter, de gaieté de cœur, de payer pour combler les énormes fossés occasionnés par les forfaitures financières des hommes au pouvoir. C'est ce que Mahamadou Issoufou en a décidé dans le cadre de la loi de finances 2018, exigeant, non pas la récupération, par la justice, des milliers de milliards détournés, mais en asphyxiant les citoyens à qui il est demandé, à partir de janvier prochain, de payer, à travers des taxes aussi incongrues que suicidaires, de quoi permettre à Mahamadou Issoufou de maintenir le train de vie exorbitant de l'État et consolider les avantages, privilèges et subsides des membres du clan. Une insulte suprême vis-à-vis d'un peuple resté jusqu'ici passif face aux dérives et impairs du régime, mais qui pourrait être, comme l'a écrit un confrère, « la tasse de trop de Mahamadou Issoufou ».

L'affaire des 200 milliards planqués par Massoudou Hassoumi ; les 1000 milliards d'exonération et/ou de fausses exonérations ; les 500 ou 1000 milliards de prêt auprès d'Eximbank de Chine, les 50 milliards de prêt auprès du Congo ; les 20 milliards soutirés des caisses de l'ARTP ; les 6 milliards de la Soraz ; les fonds du pétrole évaporés ; les dizaines de milliards du Mukirigate ; Les 15 000 tonnes de l'aide alimentaire pakistanaise, etc. Autant d'affaires — la liste n'est pas exhaustive — qui ont ruiné le Niger mais dont Mahamadou Issoufou a pris des mesures pour protéger les auteurs : un mépris pour les populations nigériennes dont les plus démunis, en milieu rural, ont du mal à s'assurer le pain quotidien.

Pour les Nigériens, le constat est clair : il y a aujourd'hui deux Niger que consacre nettement la loi de finances 2018 : d'une part, un Niger de privilégiés qui se nourrissent et se paissent de corruption, de détournements, de trafics divers et de délits connexes qui doivent continuer à jouir de leurs activités criminelles ; d'autre part, un Niger d'ouvriers asservis qui doivent continuellement se serrer la ceinture pour garantir aux premiers les moyens de leurs larcins sur le dos de l'État.

Par cette loi de finances transmise à l'Assemblée nationale, Mahamadou Issoufou et ses alliés politiques ont clairement exprimé leur souci : gouverner, continuer à gouverner, même s'il faudra enterrer un à un les Nigériens. Et chacun peut être sûr d'une chose : ce n'est pas Ousseïni Tinni, Iro Sani et leurs troupes qui les arrêteront. Au contraire ! Car, s'il a rappelé au gouvernement la nécessité de l'amélioration de la qualité de la dépense publique et de la réduction drastique des dépenses fiscales, Ousseïni Tinni reste tout de même quelqu'un dont les mains sont noires du cambouis, notamment après les avoir trempées dans les caisses de l'Artp où il a pris des indemnités de départ illégales. Alors ? Alors, la balle est dans le camp des citoyens.

La rédaction

Lettre au “président de la République”

Monsieur le «Président»,

Comment pouvez-vous inscrire plus de huit milliards pour ceux qui vous protègent alors que même la craie manque cruellement dans des écoles publiques et que les seringues et les gants font défaut dans nos hôpitaux ?

La situation actuelle de notre pays va de mal en pis. Malheureusement, vous ne semblez pas en prendre conscience. J'ai donc décidé de reprendre le cours de mes lettres afin de communier avec mes compatriotes et vous rapporter leur état d'esprit, leurs avis, leurs révoltes. L'avis dominant est vous avez échoué dans vos missions. Et vous pouvez me croire, Cela émane également des milieux du Pnds Tarayya. Il y a de quoi, vous avez hérité d'un Niger prêt à décoller, avec des atouts multiples, à la fois sur le plan démocratique, social et économique, au point personne n'aurait parié un kopeck sur votre échec. Vous avez tout trouvé sur un plateau en or, mais vous avez tout détruit en l'espace de six ans. Votre gouvernance, ponctuée de malversations dont vous protégez les auteurs, a conduit le Niger dans un gouffre. Un gouffre financier creusé par des mains que vous connaissez si bien ; un gouffre social qui a englouti tout ce que nous avons comme valeurs, pour faire émerger la corruption, les trafics de devises et de drogue, l'abêtissement des rapports politiques ; un gouffre économique fait de choix insensés, de détournements massifs de biens et deniers publics.

Monsieur le «Président»,

J'ai décidé de reprendre le cours de ces correspondances qui auraient pu vous aider à corriger plein de choses, à redresser plein de courbes face aux dérives. Mais, hélas, j'ai très tôt compris que telle n'était pas votre volonté. Redresser, corriger, préserver les deniers et biens publics des prédateurs ne figuraient pas dans votre agenda. J'ai compris, après tant de scandales qui ont dépouillé l'État de milliers de milliards et dont les auteurs sont carrément protégés et promus au sein de l'appareil d'État, que votre unique préoccupation est de garder le pouvoir, à tout prix, en misant sur les privilèges et cadeaux divers octroyés à une catégorie de Nigériens. Le résultat importe peu. J'ai ainsi découvert, dans la loi de finances 2018, que vous avez prévu plus de huit milliards de francs CFA pour « la sécurité et la sûreté de la présidence de la République ». Qu'est-ce que ça veut dire **sécurité et sûreté** de la présidence de la République ? Je me suis interrogé en vain sur la destination et l'usage que vous voulez faire de cette fortune alors que des écoles manquent jusqu'à la craie pour fonctionner ? J'ai alors abordé des gens qui semblent connaître si bien les mœurs présidentielles. Après leur éclairage, je me suis alors demandé si Seïni Oumarou n'aurait pas raison de qualifier votre gouvernance de « satanique ». Il m'a été expliqué que ces milliards inscrits sous cette rubrique insolite dans

un régime qui se dit issu d'élections remportées haut la main représentent un supplément de fonds politiques dont vous allez user à votre guise dans le domaine précisé. En d'autres termes, il m'a été expliqué que laissés à votre discrétion, ces milliards peuvent être distribués à ceux que vous voulez selon une clé et un agenda dont vous déciderez. Je ne suis pas de ceux qui peuvent prétendre à ces fonds et j'en remercie Dieu. Avec plus de huit milliards, on peut acheter plein

Monsieur le «président»,

J'ai parcouru la loi de finances 2018 et je dois dire que ce n'est pas si surprenant que vous cherchiez à récupérer dans la poche des citoyens ce que vous avez volontairement laissé dans les comptes bancaires privés à l'issue de plusieurs affaires scabreuses. Je ne vous demanderais pas de dire si vous trouvez normal de faire fi de cette affaire de 200 milliards transférés d'un compte bancaire de l'État vers un compte offshore dont un des détenteurs est un escroc international (Georges Hawa) ? Je ne vous demanderais pas non plus si cela ne vous choque pas que des individus détournent à leurs profits personnels 15 000 tonnes d'aide alimentaire en pleine insécurité alimentaire ? Encore moins si ce n'est pas l'expression d'un mépris vis-à-vis de son peuple que de nommer Issaka Assoumane conseiller avec rang de ministre alors que la Halcia venait de l'épingler dans la dilapidation de divers matériels estimés à plus de six milliards à la Soraz ? Tout comme vous, ma préoccupation est ailleurs, toutefois aux antipodes de la vôtre. Moi, je milite pour le Niger et son peuple et tout ce qui peut nuire au bien-être de nos compatriotes est de nature à me frustrer, à me rebuter, à me révolter.

Monsieur le «président»,

J'aime le Niger et je suis fier d'être un fils de ce pays qui souffre atrocement de votre gouvernance. Vous avez posé tellement d'actes de défiance vis-à-vis de ce peuple que les Nigériens, dans leur écrasante majorité, ne s'interrogent plus sur la nature de vos desseins pour eux. Je vous donne un exemple : le 5 octobre, au lendemain de l'embuscade qui a coûté la vie à des soldats nigériens et américains, vous avez décidé d'un deuil de trois jours alors que des cas plus graves n'ont pas mérité de votre part une telle compassion. Pour nos compatriotes, vous avez décrété ce deuil pour faire plaisir aux Etats Unis. C'est un exemple parmi tant d'autres. Mais parlons de la loi de finances 2018, pour relever que nos compatriotes la considèrent comme la goutte d'eau de trop. Outre qu'elle renferme des mesures insupportables et inacceptables, c'est que la loi de finances 2018 révèle des prévisions révoltantes. Un journal de la place a fait le point

de la répartition entre la présidence de la République et les ministères sectoriels, particulièrement ceux que vous passez votre temps à présenter comme des secteurs prioritaires de votre gouvernance. Le constat est ahurissant. Les citoyens sont scandalisés de découvrir que vous vous êtes copieusement arrosé dans cette loi de finances, réservant à la présidence de la République **176 719 965 637 FCFA**, dont 24 815 819 372 FCFA au titre d'une obscure « coordination des services de la présidence de la République et suivi de l'action gouvernementale » ; 1 262 394 303 FCFA pour un bizarre « pilotage stratégique de l'administration présidentielle et 136 766 979 071 FCFA pour assurer la « coordination des programmes spécifiques convenus avec les PTF. Par contre, **l'enseignement supérieur ne dispose que de 30 554 821 684 FCFA** tandis que l'enseignement primaire bénéficie de 129 572 452 016 FCFA et que **la santé se voit dotée de 109 218 315 891 FCFA**.

La présidence de la République concentre ainsi plus de ressources financières que l'enseignement supérieur et la santé réunis alors que le Niger vit sous un régime semi-présidentiel qui consacre votre irresponsabilité en matière de gestion. N'est-ce pas scandaleux que la présidence dispose de plus de ressources financières que la santé et l'enseignement supérieur réunis ? N'est-ce pas scandaleux de constater que le budget prévu (plus de 24 milliards) pour une soi-disant coordination des services de la présidence de la République et suivi de l'action gouvernementale fasse presque le budget envisagé pour l'enseignement supérieur ? Comment pouvez-vous inscrire plus de huit milliards pour ceux qui vous protègent alors que même la craie manque cruellement dans des écoles publiques ? Comment pouvez-vous prévoir plus de huit milliards pour votre affaire alors que même les seringues et les gants font défaut dans nos hôpitaux ?

Monsieur le «président»,

Je dois vous dire que vos compatriotes ne sont pas surpris par cette propension à concentrer tant de ressources financières à la présidence, au détriment de la santé et de l'éducation des enfants du Niger. Ils sont choqués, exténués et révoltés. La colère gronde de partout et croyez-moi, vous les avez si poussés à bout que, ce qui, jusqu'ici, a pu expliquer leur inertie, risque de s'effondrer. Car il ne s'agit plus de défendre un parti politique ; il s'agit de défendre son pain, sa famille et la sécurité de sa progéniture. Et si ceux qui gouvernent ne l'ont pas compris, tant pis pour eux.

Mallami Boucar

Après les fracassantes déclarations de Sanoussi Jackou Les partisans du Président Issoufou en colère contre Bazoum...

Quelle mouche a piqué le « vieux » Sanoussi Jackou pour qu'à l'occasion du deuxième anniversaire du MPR-Jamhuriail tiennent les propos suivants en s'adressant à Albadé Abouba : « **vous serez Premier ministre du président de la République Monsieur Bazoum** » ? Difficile de déterminer avec exactitude les véritables motivations du président du PNA Al'oumma, Conseiller spécial du président de la République Issoufou Mahamadou. Si pour les uns, il a juste prononcé des paroles en l'air, d'autres pensent qu'il a été sollicité pour faire ce spectacle. Par qui ? Pour le compte de qui ? Bazoum lui-même ? Difficile à croire. Les proches du Président

Issoufou ? En toute logique non. Si ces questions restent sans réponses, une certitude tout de même : ces déclarations n'ont laissé personne indifférente, ni l'opposition, ni l'opinion publique, ni la majorité encore moins le sérail du chef de l'État. Dans ce dernier groupe, nos sources indiquent que ces paroles du « vieux » Sanoussi ont été mal perçues.

Le Président Issoufou n'a pas encore dit son dernier mot quant à celui qui le succédera moins encore s'il est prêt à s'en aller après ses deux mandats constitutionnels. D'ailleurs, même la première Dame Malika Issoufou n'a pas dit si elle est fatiguée ou non de diriger sa fondation dont la durée de

vie est intimement liée à la gestion du pouvoir d'État par son époux. Donc comment, un membre du cabinet présidentiel, Conseiller du chef de l'État, ayant une voix presque officielle peut-il tenir de tels présages ? S'étonne-t-on à la présidence. Certains y voient un coup de poing sous la ceinture orchestré par le président du parti au pouvoir PNDS-Tarayya. A quel dessein ? Peut-être rappeler au président Issoufou qu'il y a son dauphin naturel qui attend de connaître sa position et ses intentions sur son sort.

Les tenants de cette hypothèse en veulent donc, naturellement, à Bazoum Mohamed.

Ce dernier ne doit pas se faire trop

d'illusions. Le seul fait que le Président Issoufou s'octroie plus de 8 milliards pour sa seule sécurité dans le budget 2018 laisse transparaître ses intentions. Au pire des cas, c'est-à-dire, s'il n'arrive pas à se maintenir, il choisira quelqu'un de plus docile et surtout de plus « sûr » que Bazoum pour protéger ses arrières. C'est en ce sens qu'il faut peut-être comprendre la colère des proches du président de la République suite à la « prophétie » de Sanoussi Tambari Jackou.

La messe est-elle définitivement dite pour Bazoum Mohamed ?

Ibrahim.A

Les points sur les i

Le silence scandaleux des centrales syndicales face à la loi de finances 2018

Bien que les mesures suicidaires contenues dans la loi de finances 2018 les concernent au premier chef, aucune centrale syndicale n'a encore claqué la langue pour les dénoncer et déclarer clairement qu'elle les combattrait. Un constat des plus amers qui renforce davantage le soupçon de corruption dont les Nigériens parlent à propos de bon nombre de leaders syndicaux. Au finish, l'on se demande pourquoi les travailleurs continuent de payer des cotisations pour entretenir des dirigeants syndicaux qui ne se soucient guère de leurs préoccupations et qui, face à des mesures insupportables, pour les travailleurs, font profil bas. A croire que le sujet ne les concerne pas ! Pourtant, les centrales syndicales, il y en a dans ce pays : l'USTN, l'ITN, la CGTN, la CDTN, la CNT, la CGT etc. Toutes jouent aux abonnés absents alors que les mesures envisagées par le gouvernement réservent le pire pour les travailleurs tandis que pour préserver son pouvoir « satanique » comme dirait Seïni Oumarou, Mahamadou Issoufou se fait le plein : plus de huit milliards de francs CFA ! Un comportement d'indifférence et d'insouciance des centrales

syndicales qui montre qu'elles ne servent à rien pour les travailleurs. Du reste, combien de travailleurs ont été licenciés ou qui ont été victimes d'abus multiples sans aucune levée de boucliers de la part des centrales syndicales ? Pour beaucoup de citoyens, ces centrales syndicales ne servent, en vérité, à rien d'autre qu'à engraisser les dirigeants syndicaux qui ne se contentent plus des cotisations (souvent arrachées car coupées à la source, au ministère des Finances, sans l'adhésion et l'accord préalables du travailleur) de leurs membres, mais monnaient leur silence.

Désormais au pied du mur, sans autre moyen de se dérober sans se compromettre définitivement, bon nombre de centrales syndicales représentent une arnaque, une escroquerie qui doit nécessairement finir. Elles n'ont aucune utilité et ceux qui les tiennent n'ont plus aucune crédibilité. Mais si, malgré leur silence face à la loi de finances 2018, les travailleurs continuent d'accepter l'inacceptable et de continuer à les engraisser, c'est qu'ils ont derrière eux des troupeaux de béni-oui-oui et qu'il faut bien admettre la réalité.

Mallami Boucar

ANNIVERSAIRE DE JAMHURIYA :

Discours des invités : entre flatteries et rêveries

Le parti d'Albadé Abouba a fêté ses deux bougies et à la messe, tout le monde était là. L'opposition comme, naturellement, la majorité au grand complet, étaient tous là quand on peut voir, Seini Oumarou, le président du MNSD qui avait, il n'y a pas si longtemps, fait les discours que l'on sait contre « le rebelle » Albadé qui élaguait des branches du Baobab sous lequel il s'abritait, harcelé par les feux de l'illégitimité que certains attisent autour de lui. Beaucoup de gens avaient parlé, pour faire honneur à Jamhuriya, mais Seini, ne pouvant pas oublier ses discours acides, plein de fiel à l'encontre de ceux qui, avec Albadé, avaient choisi de partir – et ce n'est pas si loin de nous pour oublier – ne pouvait que regarder, triste, l'enfant sorti des entrailles du MNSD, faire ses pas, grandir, s'affranchir et s'affirmer sur l'échiquier politique national. Pour une classe politique, profondément divisée, que rien ne peut rassembler et ce depuis quelques années, quand le PNDS ne pouvait considérer tout autre Nigérien qui ne pense pas comme lui comme n'étant qu'un ennemi à traiter comme tel, l'on ne peut que reconnaître avec Sanoussi Tamabari Jackou qui s'interrogeait alors à juste titre : « qui plus que vous [parlant d'Albadé] peut rassembler tant de monde », tant d'hommes que tout divise, tant de contradictions aussi pour faire et réussir la fête qui tait le temps d'une orgie, des rancunes et des rancœurs qui minent encore notre classe politique. Et chacun, en intervenant est allé de sa petite musique, souvent de son petit ?molo? flatteur, de ses visions et de ses intérêts, caressant, la vedette du jour, le ministre d'État Albadé qui aura ainsi réussi à s'imposer sur l'échiquier pour être un acteur incontournable pour d'éventuelles échéances électorales, et donc un acteur à aduler et à courtiser. C'est peut-être d'ailleurs, pour de tels paramètres, qui justifient ces présences calculées d'hommes qui ne pouvaient pas, dans les relations électriques qui caractérisent les rapports entre partis et leaders, que les uns et les autres ont eu la grandeur, de s'élever et d'honorer un homme dont on peut avoir besoin demain. Il ne s'agit donc ici de rien d'autre que de calculs politiques mercantilistes, pour des hommes qui jouent leurs intérêts, non celui du peuple car personne n'a pu relever que ce sont de telles retrou-

vailles dont a besoin le Niger et qu'il fallait saluer le fait que la classe politique soit capable, un temps soit peu, de taire ses divergences.

C'est pour dire que, et sans doute qu'Albadé le sait, le contexte politique actuel, fait d'incertitudes qui présagent des chamboulements notables inéluctables, ne pouvait que justifier ces amabilités qui transcendent des douleurs, couvrant l'hôte du jour de panégyriques, de flatteries gourmandes. Et l'on peut observer que l'homme ne s'excite pas trop, d'écouter tant de plaisanteries. Dans la salle, quelques hypocrisies rendaient des hommes heureux, mais du dehors, il y en avait qui savaient, qu'ils ont laissé un pays malade, saigné à blanc par un socialisme antisocialisme et l'on ne peut que rire à entendre le prochain président de la HALCIA, qui peut promettre devant Albadé et ses invités, qu'il sortira tous les voleurs, pour les envoyer au gnot, car c'est là qu'ils doivent avoir leur place, pas ici à narguer les citoyens honnêtes. Il a raison, mais pourquoi, ne le fait-il pas savoir à ses amis d'aujourd'hui qui ont le plus produit des voleurs et des milliardaires si tant est qu'une telle question les préoccupe réellement ? N'est-ce pas lui qui reconnaissait un jour, que jamais dans le pays, il n'y a pas eu autant de vol, autant de prédation que sous ce régime ? Le discours rêveur de ces hommes, ne trompe personne. Et ce d'autant d'ailleurs qu'on ne peut comprendre que dans ses logorrhées, il ne peut voir, à travers ses illuminations – heureusement qu'il note une spéculation somme toute chimérique de sa part – qu'un président qui viendrait d'un clan qui a pillé et ruiné le Niger et qui n'aura eu de mérite que d'avoir créé au sein de la camarilla rose, une nouvelle bourgeoisie comprador, de nouveaux milliardaires qui ne peuvent pas justifier, tout le patrimoine qui leur donne aujourd'hui vanité et arrogance. Ses pronostics manqueraient de pertinence s'il n'avait pas évoqués ces questions liées à la concussion qui a mis le pays et son économie à terre. Car qui peut comprendre, lorsqu'on note qu'Albadé serait le rassembleur – le seul qui le peut s'il faut encore croire ses dithyrambes – et que c'est un autre qui a joué profondément dans les déchirements que vit le Niger, et les douleurs qui traversent la classe politique qui se-



rait en 2021, le prochain président du Niger, comme si dans ce pays, il n'est plus possible d'opérer des choix de raison, par le bon sens, et par le discernement. Il n'est pas interdit de rêver sans doute et de passer à un autre impétueux, nourri d'espoir, quelques soutiens virtuels avant l'heure d'hommes qui lui expriment, pour calmer ses impatiences, des intentions hypocritement bienveillantes.

Des gens, côtoient à dessein la vérité, refusant de tenir compte d'un contexte fait de malaises. Et sans doute qu'Ali Amadou Djibo dit Max, n'avait pas tort, de faire parler d'un prochain « Tsunami », inévitable, dans un Niger ravalé par les contradictions de ses enfants, des haines cumulées, et recyclées de ses fils, devenus intolérants et extrémistes.

Dans ces incohérences débitées, on pouvait lire des contradictions inexcusables. Quand on reconnaît qu'Albadé serait seul à pouvoir rassembler toutes les sensibilités, l'on aurait compris, qu'à la MRN, personne ne peut être capable de rassembler. La communication étant ce que l'on dit sans le dire, l'on aura compris que sur un tel plan, l'homme qui passe des rêves et partage des chimères, ne croirait plus à ses alliés. Ce n'est que trop facile de construire un pays par des schémas et de voir dans ses rêveries, des hommes que l'on placerait à ses grés et selon ses propres fantaisies, à une place ou à une autre. Aussi, quand on nous parle de « tiqueté » gagnant, c'est sans doute parce qu'inconsciemment, l'on voudrait faire comprendre que d'autres tickets existent.

Par ailleurs, il est dommage que ce soit ceux qui, pour avoir soutenu la mal gouvernance, qui viennent aujourd'hui, sans aucune pudeur, parler aux Nigériens de voleurs, sachant bien, de quel côté se trouvent les gangs qui ont coulé

l'État. Ces discours que l'on a entendus manquent de pertinence, souvent même d'intelligence. Il faut qu'on respecte les Nigériens ! Ces pronostics fantaisistes, ne tiennent à rien d'autre qu'à la flagornerie politique d'hommes qui ont désormais dans leur rôle qu'un discours laudatif pour exciter un autre et rassurer la « marmaille » suiviste dans ses doutes en ce temps qui courent, faits de peur et d'angoisse. Il ne faut pas se leurrer, la MRN, ne peut pas traîner ses contradictions et ses malaises, les déchirements et les blessures d'un peuple, pour y survivre jusqu'en 2021.

Le séisme est inévitable et forcément il y aura une recomposition politique qui refera le schéma politique qui mettra à la marge, ceux qui ont trahi et volé. Aujourd'hui, ils sont nombreux, les leaders politiques qui ont un problème avec leur conscience depuis qu'ils se sont rendu compte de leur erreur et notamment quand, par leurs naïvetés alors excusables, ils avaient cru aux discours du socialisme nigérien à l'opposition, pour finalement être témoins, pire complices, de la débâcle d'un pays, dans lequel, plus rien n'est à sa place, et pour vivre ensuite les remords d'une imprudence et d'une solidarité dans ce qui serait une association de malfaisance. Ils sont d'ailleurs nombreux à vouloir se racheter, en renonçant à un soutien hypocrite et alimentaire, à la limite du puéril, pour défendre un pays et son peuple, qu'une classe politique, par ses complicités et ses mesquineries, aura conduits au chaos généralisé. Quelle image, ces hommes qui, pour la plupart sont au dernier virage d'une vie et d'une carrière, peuvent décider de laisser à l'histoire et au peuple, sinon que celle d'une magnanimité et d'une probité d'un ressaisissement qui pourrait les

Suite page 5

Loi de finances 2018

Les députés ont à choisir entre Issoufou et le peuple qui les a élus

Le projet de budget de l'année prochaine transmis à l'Assemblée nationale pour examen et adoption fait polémique et suscite de vives inquiétudes. Pour cause, les taxes et impôts introduits dans cette loi de finances sont perçus être des mesures antisociales contre le Nigérien moyen. De la taxe d'habitation aux nouveaux impôts en passant par le rehaussement du tarif du kWh, le mécontentement est quasi-général au sein de la population nigérienne. Ce qui, du coup, met le parlement dans une situation délicate : suivre le gouvernement dans sa logique d'appauvrissement des citoyens ou écouter le cri de cœur des contribuables nigériens ?

La majorité présidentielle repose sur un effectif d'environ 140 députés sur 171. Le gouvernement a donc toutes les raisons du monde pour se croire tout permis en termes de gouvernance. Il peut se convaincre que sa majorité votera mécaniquement tout projet de loi qu'il enverra à l'Assemblée. Ça a, d'ailleurs, été le

cas depuis l'entame de la présente législature. Malgré le boycott de l'opposition, le gouvernement a réussi la révision des textes électoraux et la Constitution sans que rien ne se passe. S'il est possible de modifier à sa guise la loi fondamentale qui régit la vie de la nation et les lois électorales qui consacrent le choix des dirigeants, qu'est-ce qui peut être du domaine de l'impossible ? Rien. Mais attention, pas tant que ça. Les députés savent que pour le cas de la loi de finances, il ne s'agit pas d'une affaire politique entre majorité et opposition. Là, il est question de différend entre le gouvernement et le peuple. Or, le député est élu par le peuple pour le représenter et donc défendre ses intérêts au sein de l'appareil de l'État. Soutenir le gouvernement contre ce peuple reviendrait à renier sa mission et, certainement, à trahir la confiance de ce peuple. Nos députés sont-ils disposés à aller jusque-là dans la défense du régime du Président Issoufou ? Difficile d'imaginer que tous ceux de la



majorité soient capables de le faire. Il est donc à craindre – ou à souhaiter, c'est selon ... - que certains députés voire beaucoup de députés refusent de faire ce choix périlleux pour leur carrière politique et leur mandat. En tout cas, la balle est dans le camp de l'Assemblée nationale qui

doit prouver si elle est un contrepoint de la République ou un instrument entre les mains du président de la République Issoufou Mahamadou. Quoi qu'il en soit, un adage de chez nous dit que si le marabout prédit une mauvaise année, il est fait assurément partie.

Ibrahim.A

Suite de la page 4

exonérer de veuleries infâmes pour eux, pour leur âge et pour leur rang. Est-il possible de trahir son pays à cet âge encore ? Le Niger n'est pas un théâtre, où des gens qui n'ont aucun souci pour un peuple qui vit le martyr, peuvent se permettre de jouer cette comédie de mauvais goût qui n'a que trop irrité les Nigériens.

La messe de Jamhuriya ne peut tromper personne. Au travers des rires confus et diffus, pleins d'afflictions et d'amertumes, les gens savent que par delà les discours qui flattent, le pays va mal, et que demain, n'est plus un jour sûr quand on considère les souffrances et les inquiétudes légitimes des Nigériens. Le Président se cherche courant dans le monde, sans doute pare qu'il fait chaud au pays, espérant trouver loin, quelques mains secourables, peu renseignées sur la situation du Niger et de sa démocratie. Le premier ministre, lui-même, où se trouve-t-il ?

Au Niger, « y a dra », et ce ne sont pas les couleurs d'une fête, et les verbes arrangés des cérémonies qui changeront la donne dans un pays qui se perd.

Oui, Max a raison, encore une fois. Le fruit pourrit et un monde s'effondra. « Vous alliez nous entendre », cette parole sortie des sincérités d'un homme, constitue-t-elle une menace ?

Time will tell...

WALÉ.

Sanoussi Jackou sous les effets du vertigo du pouvoir

Pris par une diarrhée verbale dont il a l'habitude, Sanoussi Jackou a littéralement disjoncté lors du deuxième anniversaire du MPR Jamhuriya, laissant entendre que les prochaines échéances électorales se feront selon leur volonté et que les répartitions des postes-clés sont déjà faites. Alors que les hommes s'assagissent avec l'âge, Sanoussi Jackou ne perd aucune occasion pour rappeler que le sanoussi d'aujourd'hui, voire de demain, est le même que celui d'hier. Il a ainsi parlé de guerre et de bagarre là où les Nigériens en appellent à la sagesse et à la cohésion nationale. Par ce message, l'homme, malheureusement, ne fait pas que divaguer ; il a délivré un message important aux Nigériens, à savoir leur volonté de persister dans la voie tracée, quitte à aller en guerre contre



tous ceux qui auraient l'intention de se mettre en travers de leur chemin. « Nous organiserons les élections et nous les gagnons ». La menace est à peine voilée. L'avis est aussi bien valable pour les adversaires politiques que pour les acteurs de la société civile et certains alliés politiques du Pnds Tarayya qui font, ces derniers temps, preuve de velléités d'indépendance et

qui pourraient avoir l'idée de claquer la porte. L'allusion à la Halcia et à la traque d'auteurs de malversations financières est une mise en garde à l'endroit de ces alliés qu'on soupçonne de vouloir quitter le navire en perdition. Sanoussi Jackou gagnera-t-il son pari ou est-ce les prémices d'un éclatement de la majorité présidentielle ?

A.Doudou

Fait divers

Un taximan condamné pour viol

Un taximan a été récemment condamné pour viol d'une jeune fille mentale. Ayant quitté le domicile familial, sis à la cité des députés, elle s'est retrouvée vers la sortie de Niamey, sur la route de Ouallam. La crise aidant, elle n'a pas su user de son téléphone et c'est là que son destin croise celui de son violeur. Déambulant sans destination connue, la jeune fille tombe dans le piège d'un taximan dévergondé qui l'emmène chez lui. Séquestrée et régulièrement violée durant trois jours, la jeune fille n'a bénéficié d'aucun secours dans la maison, malgré ses cris de détresse demandant secours. Le concours des services techniques d'Orange Niger permettront de suivre les mouvements du taximan, mais n'auront pas suffi à lui mettre la main. Cependant, comme les malfaiteurs commettent toujours une erreur permettant de les épingler, le taximan commettra la sienne. «Rassasié» et probablement friand de nouvelles chairs, le violeur la prend à nouveau dans son taxi et la jeta pratiquement dehors, dans les environs du rond-point Gadafawa. Mal lui en a pris. Constatant la façon peu courtoise dont le taximan l'a fait descendre, les pompistes ont eu l'ingénieuse idée de relever l'immatriculation du taxi. C'est ce geste, simple mais combien important, qui permettra à la Gendarmerie de mettre rapidement le grappin sur le violeur. Le reste a été un jeu d'enfant pour la police routière qui l'a arrêté et conduit à la Gendarmerie. Aux dernières nouvelles, l'indélicat taximan aurait été condamné à huit ans de prison ferme.

A.Doudou

Un universitaire aperçu dans une maison de passe en galante compagnie

Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, la dépravation des mœurs n'est pas, loin s'en faut, la tasse de thé de certaines catégories de gens fichés comme étant de la pègre ou du groupe des délinquants mineurs. Faites votre guet aux alentours des hôtels et vous serez surpris.

À la fois par la nature véritable de ces établissements qui ont tout l'air d'être plutôt des maisons de passe et par les profils de la clientèle. Des hommes et des femmes mariés de tout acabit y font leur fornication, au mépris de la religion, de leur statut matrimonial et de la morale.

Ainsi en est-il de cet homme, enseignant du supérieur et religieux sur les bords, qui est devenu un client attiré d'un de ces établissements lugubres. Il y vient régulièrement comme chez lui, en compagnie galante, manifestement sans gêne. Alors, si des personnalités pareilles, qui doivent incarner pour la jeunesse modèle de vie et conduite sociale exemplaire, versent dans une telle délinquance, que faut-il attendre de la société en construction ? Le poisson, dit-on, pourrit toujours par la tête. Eh bien, la dépravation des mœurs, c'est d'abord ceux qui doivent servir de référence.

A.Doudou

Table Ronde sur la Célébration de la 15^e journée Mondiale Contre la Peine de Mort sur le thème pauvreté et peine de mort

Dans le cadre de la célébration de la 15^e journée mondiale contre la peine de mort au Niger édition 2017, Une table ronde a été organisée au CCFN Jean Rouch de Niamey ce mardi 10 octobre 2017 par le collectif de défenses des droits humains ONG REPORTDEVH Niger et la coalition nigérienne contre la peine de mort au Niger avec l'appui financier et technique du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, Délégation de l'Union Européenne Il s'agit d'une activité visant à échanger sur la problématique retenue cette année par la Coalition mondiale contre la peine de mort dont le thème est : «Pauvreté et peine de mort», un thème particulièrement intéressant au Niger, qui a guidé les discussions de la table ronde. Il convient de rappeler que cette table ronde a eu la participation de plusieurs personnalités dont des conférenciers, modérateurs et représentants des structures organisatrices. L'objectif global du projet est de contribuer à promouvoir l'abolition en droit de la peine de mort au Niger et obtenir l'abolition universelle et en droit pour tous les crimes dans les textes.

Objectifs spécifiques :

- .Vulgariser les recommandations du 1^{er} forum national des abolitionnistes du Niger et de l'atelier national des faiseurs d'opinion sur la peine de mort qui se sont tenus à Niamey en 2016 ;
- .Sensibiliser le grand public sur les raisons pour lesquelles les personnes vivant dans la pauvreté courent



plus de risques d'être passibles de la peine de mort et, par conséquent, favoriser son abolition;

.Promouvoir les recommandations et résolutions issues de la dernière assemblée générale de la Coalition Mondiale contre la peine de mort tenue à Washington, DC du 22 au 24 juin 2017;

.Inciter les pouvoirs publics au respect des engagements pris lors de la 60^{ème} session de la Commission Africaine des droits humains tenue à Niamey en mai 2017 afin d'aller vers une loi sur l'abolition de la peine de mort au Niger;

.Faire un point de situation sur les enjeux, forces, faiblesses et perspectives sur la question de la peine de mort au Niger afin d'identifier un mécanisme efficace permettant de voter la loi sur l'abolition de la peine de mort au Niger.

Solution Ecole

Cours à domicile (à partir de 1.250 Fcfa/heure)

Chers parents : Occupez-vous de la réussite scolaire de vos enfants.

Aidez-les à réussir en les aidant à comprendre.

Solution Ecole est une société (RCCM/NIA/2016/A/1593) de cours à domicile, tout niveau confondu et dans toutes matières de l'enseignement général et professionnel.

Quel que soit votre quartier, «**Solution Ecole**» met à votre disposition des enseignants qualifiés, recrutés sur test.

Nous sommes situés au quartier plateau en face de Initiative 3N :

Ou appeler «Solution Ecole» au 88.77.68.12 / 91.87.96.90.

Déclaration de la coordination de la société civile d'Arlit suite aux licenciements des travailleurs annoncés par AREVA dans ces filiales et son refus de payer ces impôts au Niger

La coordination de la société civile d'Arlit a examiné la situation sociale et économique suite aux décisions du groupe AREVA de licenciement des travailleurs dans ces filiales et son refus de payer ses impôts au Niger, et fait la déclaration suivante :

Depuis 2014 le Niger a signé un accord avec le groupe AREVA sur l'exploitation de l'uranium au Niger dit « accord stratégique » ou accord « gagnant- gagnant ». Dans cet accord trois points paraissent être une avancée significative qui met fin au pillage au Niger de cette ressource naturelle qu'est l'uranium par la France à travers le groupe AREVA : il s'agit de l'application du code minier ou loi minière du Niger de 2006, l'exploitation du gisement d'Imouraren, la nomination des directeurs généraux nigériens à la tête des deux filiales au Niger. Les nigériens pensaient avoir atteint le bout du tunnel et que la prédation de ce groupe Français commençait à avoir des solutions durables. Hélas, c'était sans compter avec l'esprit rancunier et revancharde caché derrière les accords « Stratégiques » et que notre pays va payer très cher sa résistance et son entêtement à gagner, et c'est ainsi que les mesures de punitions et rétorsions ont commencé à être mises en œuvre par le groupe AREVA :

1) Le gisement d'Imouraren selon AREVA n'a aucune valeur et son exploitation n'est même pas envisageable dans l'avenir mais il reste quand même la propriété d'AREVA, mais le Niger encaisse la mise en chômage de presque un millier des travailleurs.

2) Le code minier ou loi minière du Niger de 2006 ne s'applique pas au groupe et à ses filiales au Niger parce qu'il y a des conventions antérieures plus profitable pour AREVA qui ont une durée de vie de 99 ans notamment la neutralisation de la TVA. S'en est donc fini avec cette indépendance que nous croyons avoir eu depuis 57 ans. Pour couronner le tout, les filiales d'AREVA au Niger, refusent de payer l'impôt (cas de la taxe professionnelle) qu'elles ont payé pendant que les directeurs généraux étaient Français.

3) Dès 2015, à la nomination du premier directeur général nigérien à la tête d'une des filiales, on lui met sur les bras la sale besogne de licencier au moins 150 agents et l'affranchissement de 200 sous traitants. En 2017, AREVA vient de mettre sur les mêmes bras le licenciement de 200 agents sur les 916, l'affranchissement de 500 sous traitants sur les 1450 à la SOMAIR et environ 400 autres agents et sous traitants à la COMINAK. On note que les sous traitants sont des « esclaves d'AREVA

» qui ont des « salaires » de 92 euros par mois et ne bénéficiant d'aucun avantage (logement, eau, électricité, soins médicaux, assurance etc.). Nos Nigériens nommés directeurs généraux n'ont d'autres horizons que l'échec.

4) La baisse de prix de vente de l'uranium nigérien d'environ 73 000 FCFA à 50 000 FCFA et la chute continue vers 20 000 FCFA sous le prétexte de l'accident de Fukushima mais que l'autre prétexte de la guerre nucléaire entre les Etats-Unis et la Corée du nord et la mise en exploitation par AREVA des gisements d'uranium en Mongolie, n'a pas permis de rendre l'uranium plus stratégique. Pour tout verrouiller, la SOPAMIN (société de patrimoine des mines du Niger) équivalent d'AREVA façon Niger, a vu toutes les portes de vente d'uranium lui être fermée donc mise dans l'incapacité de vendre un gramme d'uranium dans le monde entier et la part d'uranium nigérien reste entassée sur le lieu de production.

Voilà donc la bombe à retardement qu'AREVA a mis entre les mains des Nigériens après avoir pillé, détruit l'environnement, provoqué probablement la maladie et la mort des centaines de travailleurs suite à leur irradiation, entassé plus de 50 millions de tonnes de résidus radioactifs à Arlit, qui ont une durée de vie des milliards d'années, acheté, vendu et encaissé la valeur de 150 000 tonnes d'uranium nigérien pendant un demi-siècle.

Face à cette attitude et à la volonté d'AREVA de fermer les mines du Niger en dépit de cette pression de l'Europe sur le Niger pour freiner la migration en créant des chômeurs dans la région d'Agadez et face à la recrudescence du terrorisme qui se nourrit de ce chômage et de la pauvreté, la coordination de la société civile d'Arlit estime que la légitime défense reste la seule issue qui est accordée aux Nigériens et demande :

Au gouvernement du Niger : d'envisager des mesures de rétorsions notamment l'interdiction de toute sortie d'uranium nouveau et l'obligation pour AREVA d'acheter en priorité au prix à convenir avec la SOPAMIN toute la part d'uranium que cette dernière n'as pas pu vendre ; la confiscation immédiate du gisement d'Imouraren et le maintien unilatéral des prix du kilo d'uranium à 73 000 FCFA que nous estimons d'ailleurs à 195 500 FCFA ; d'exiger à la France un réaménagement des sites miniers des filiales d'AREVA au Niger.

AAREVA : de Suspendre tout plan social visant à mettre des travailleurs en chômage en compensation du demi-siècle de profit réalisé ; la cessation de l'incivisme fiscal au Niger



notamment le paiement immédiat et sans condition de la taxe professionnelle ; la transparence dans la gestion de cette quantité d'uranium mise de coté chaque année depuis 2014 et stockée en France pour servir au réaménagement des sites miniers du Niger à la fin de l'exploitation.

Apportons notre soutien sans faille au conseil municipal d'Arlit victime de l'incivisme fiscal d'AREVA.

Aux populations nigériennes notamment celle d'Arlit de sortir massivement dès le lancement du mot d'ordre pour marcher et exprimer pacifiquement leur colère et leur refus de toutes les mesures envisagées ou mises en œuvre par le groupe AREVA.

La coordination de la société civile d'Arlit Arlit, le 14 octobre 2017

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S**

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

**Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46**

**Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N**